



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réfugiés

Question au Gouvernement n° 3365

Texte de la question

ACCUEIL DES MIGRANTS

**Mme la présidente.** La parole est à M. Jacques Lamblin, pour le groupe Les Républicains.

**M. Jacques Lamblin.** Monsieur le ministre de l'intérieur, allez-vous bientôt implanter à Cherbourg, dont vous avez été maire, 5 000 migrants illégaux venant de Calais, soit 13 % de la population de la ville ? C'est très précisément la question que se pose le maire d'une commune de Meurthe-et-Moselle, Pexonne, qui compte 380 habitants. Vos services envisagent en effet sérieusement d'y implanter 50 migrants illégaux venant de Calais, et qui représenteraient 13 % de la population de ce village.

**M. Christian Paul.** C'est ridicule !

**M. Jacques Lamblin.** Ce que je décris n'est pas un simple fait divers. Cette situation illustre concrètement les difficultés nées d'une approche insuffisante du problème posé par les flux migratoires – insuffisance européenne, c'est sûr, mais aussi insuffisance française. Je vous rappelle que le Gouvernement français est cogestionnaire de l'espace de Schengen et que, depuis trois ans, de nombreuses voix s'élèvent, et pas seulement dans les rangs de l'opposition, pour souligner les inacceptables faiblesses du système Schengen.

Aujourd'hui, faute d'avoir traité sérieusement les causes du problème, le Gouvernement en est réduit à en imposer ses conséquences à une population rurale qui, n'ayant aucune confiance en vous, ne les acceptent pas. Le monde rural, blessé d'être systématiquement considéré comme une variable d'ajustement politique, budgétaire, sociétale, entend qu'on s'intéresse à lui et qu'on ne lui propose pas seulement d'éponger les crises. *(Exclamations sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen – Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

**M. François Loncle.** Quelle démagogie !

**M. Jacques Lamblin.** Par ailleurs, il faudra que le Gouvernement clarifie sa position au sujet des sanctions économiques à l'égard de la Russie, car les explications qui nous ont été données n'étaient pas très claires. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

**Mme la présidente.** La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

**M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.** Monsieur le député, puisque vous m'interrogez sur ce que je ferai à Cherbourg, je vais vous le dire. Lorsque le camp de Sangatte a été démantelé, j'ai vu arriver en une nuit 350 migrants à Cherbourg, qui dormaient dans des cartons. Or je ne me souviens pas, à l'époque, d'avoir posé la moindre question polémique au gouvernement qui avait pris cette décision, pour des raisons de dignité, pour

des raisons de rigueur, pour des raisons d'attachement au principe de vérité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, du groupe écologiste et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

**M. Bernard Roman.** Exactement !

**M. Bernard Cazeneuve, ministre.** Vous me parlez de la commune de Pexonne qui, dites-vous, se verrait imposer par l'État l'arrivée de migrants qu'elle ne souhaiterait pas accueillir. C'est totalement faux. Je dis solennellement devant la représentation nationale qu'au terme de discussions qui ont eu lieu avec la collectivité locale et le préfet, l'État a renoncé à cette implantation, parce que les conditions n'étaient pas réunies. (*« Alors ? » sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Partout où nous procédons à l'accueil de migrants, nous le faisons en dialogue avec les collectivités locales. Par conséquent, je ne comprends pas que, sur des sujets aussi graves, qui appellent le rassemblement le plus grand, vous formuliez des contre-vérités de cette nature (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, du groupe écologiste et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine*) en laissant à penser à ceux qui nous écoutent que nous mettrions en œuvre une politique que nous ne mettrons jamais en œuvre, parce qu'elle ne correspond pas aux instructions que j'ai données aux préfets.

Troisièmement, pour être tout à fait clair et précis sur ce que nous faisons, je vous informe que la demande d'asile en France a diminué de 2,34 % l'an dernier. Nous assistons à une augmentation de la demande d'asile en France en 2015, mais elle reste très mesurée, alors que la pression migratoire est extrêmement forte dans l'ensemble des pays de l'Union européenne. Nous avons enregistré 65 000 demandes d'asile depuis le début de l'année et leur nombre devrait atteindre 80 000 à la fin de l'année. Faire peur avec des chiffres qui ne correspondent pas à la réalité n'est pas sérieux, monsieur Lamblin...

**Mme Christine Pires Beaune.** C'est irresponsable !

**M. Bernard Cazeneuve, ministre.** ...et votre question m'a donné l'occasion de rappeler ce que sont réellement les chiffres.

Nous avons la volonté que tous ceux qui sont persécutés puissent, en toute sécurité, être accueillis dignement, et que les autres soient reconduits à la frontière. Telle est la politique du Gouvernement, et tout autre propos ne correspond pas à la réalité de ce que nous faisons. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, du groupe écologiste et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

**M. Philippe Meunier.** Tous les migrants sont persécutés ?

## Données clés

**Auteur :** [M. Jacques Lamblin](#)

**Circonscription :** Meurthe-et-Moselle (4<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3365

**Rubrique :** Étrangers

**Ministère interrogé :** Intérieur

**Ministère attributaire :** Intérieur

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [25 novembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 novembre 2015](#)